

# Sous la presssion d'Euro-Palestine, Valls interdit une manifestation pacifique contre le terrorisme

**Dimanche 30 juin**, à l'initiative d'associations amies d'Israël, s'était tenue une manifestation, devant le musée du Jeu de Paume à Paris, qui expose, pour les glorifier, des photos de terroristes palestiniens ayant tué des civils israéliens. Des photos de terroristes (qu'ils appellent « martyrs » selon la terminologie islamiste), ayant assassiné des civils : cette agression propagandiste nous concerne tous.

Nous étions 400, nous étions dignes, nous avons, après quelques prises de parole, proposé une minute de silence à la mémoire des victimes du terrorisme, à la mémoire des victimes civiles de ces assassins qualifiés de « combattants » par le musée. Cette minute, à elle seule, a justifié la présence, l'engagement, de ceux qui refusent l'apologie du terrorisme, imposée par un musée national, sous couvert d'art et de liberté d'expression, au mépris des lois.

La place de la Concorde, soudain silencieuse inscrira dans la suite de sa longue histoire, l'hommage recueilli d'une foule, émue mais décidée, à toutes les victimes du terrorisme.

**Dimanche 7 juillet**, nous pensions être plus nombreux, car de nouvelles voix se joignent aux organisateurs.

L'Association Française des Victimes du Terrorisme qui écrit : « Nous ne cesserons de répéter qu'il n'existe aucune cause justifiant le fait de se faire exploser au milieu d'une foule.. un acte terroriste n'est jamais libérateur, il n'est que destructeur ».

Le Mouvement Pour la Paix et Contre le Terrorisme qui « alerte sur le danger d'une telle association du crime avec l'idée de foyer ; condamne la propagation d'une idéologie dévastatrice justifiant et encourageant de fait le terrorisme ; proteste contre le parti-pris des commissaires de l'exposition ».

Mais le samedi 6 juillet, la préfecture de police, qui avait autorisé la manifestation, a donc retiré son accord au prétexte de «risques de troubles à l'ordre public». Mais qui trouble ?

Les organisateurs expliquent et diffusent : «ATTENTION : Suite aux menaces d'agression d'Europalestine, la manifestation, qui était autorisée, vient d'être interdite par le Préfet de police de Paris. Europe-Israël déplore que les autorités françaises aient cédé aux menaces d'un groupuscule tel qu'Europalestine qui n'avait déposé aucune demande de manifestation et n'avait donc aucune autorisation. Cette interdiction sous la menace est un nouveau recul de la démocratie et de l'exercice du droit de manifester pourtant inscrit dans notre Constitution.»

En effet, si l'on consulte le site de CAPJPO-Europalestine on peut lire leur appel à une visite collective du musée, dimanche après-midi, afin de s'opposer aux « voyous », au « terrorisme sioniste », aux « bandes armées », ce qu'ils ont fait, très nombreux, bien au-delà des limites du nombre d'entrées autorisé. Ils racontent : «Quelques trublions sionistes ont été repérés à distance, mais ils n'ont pas osé s'approcher du musée, où le dispositif policier « filtre » les visiteurs». On s'interroge sur la méthode de «filtrage».

On aimerait aussi savoir quelles raisons avaient poussé le musée à fermer ses portes le dimanche 30 juin lors du rassemblement des opposants au djihad terroriste et à les ouvrir grand aux apôtres de la violence.

On aimerait également comprendre l'autorisation de manifester

donnée aux partisans de Mohammed Morsi, de dimanche 7 juillet, à ces Frères Musulmans si peu fréquentables, qui massacrent les Coptes, enlèvent les jeunes filles chrétiennes (ainsi que le raconte le Figaro Magazine du 6 juillet) et qui ont eu accès à la place du Trocadéro, tandis que la place de la Concorde nous était refusée.

### **Dimanche 21 juillet**

Nous espérons la présence de toutes les associations qui refusent l'invasion de cette violence aveugle, en Israël comme ailleurs : les associations féminines et féministes, car les premières victimes du Jihad annoncé seront les femmes; les associations contre le terrorisme car leur présence est leur priorité; les représentants des religions, puisqu'il est dit qu'elles prônent toutes la paix; les personnalités des partis politiques qui, toujours, se disent « choquées » par les violences et auront à coeur de soutenir les manifestants et qui, par leur présence, sauront mobiliser la presse.

Et bien sûr, les policiers qui nous protègent seront avec nous, car eux non plus n'aimeraient pas voir l'apologie de ceux qui ont assassiné les leurs, affichée sur les murs d'un musée de la République.

**Laurence Nguyen**